IEV

Bibliothèque et Archives

Institut Émile Vandervelde

Bruxelles - Quaregnon

75 ans au service du progrès social

PS

Affiche électorale de 1950 réalisée par l'artiste saint-gillois Wilchar (1910-2005). Doté d'une double formation graphique et publicitaire, cet « imagier populaire » a défendu, à travers son œuvre, un art social et politiquement engagé. Il a néanmoins abandonné ses fonctions d'affichiste au cours des années 1950. © IEV, Fonds Fédération Mons-Borinage (FMB).

Préface

Génération après génération, le centre d'études du Parti Socialiste s'attache à justifier sa réputation d'excellence et d'institution de référence. Dans le monde progressiste, quand on veut des chiffres précis, quand on recherche des sources fiables, quand on a besoin de charpenter un programme ou des analyses, c'est très souvent vers lui que l'on se tourne. Que l'on soit sympathisant ou non de la pensée socialiste qui est la sienne, on apprécie le sérieux de son travail et on s'appuie en confiance sur ses travaux.

L'Institut Émile Vandervelde (IEV), créé en 1944, a reçu en 1947 un bâtiment de la Prévoyance sociale, en l'honneur d'Émile Vandervelde (1866-1938) et de Louis de Brouckère (1870-1951). Depuis, il n'a cessé de peaufiner et diversifier ses missions. En pointe dans le domaine de l'éducation permanente, il assume d'importantes missions d'analyse et de coordination politique, nourrit la réflexion gouvernementale, trace des perspectives, publie des dossiers, organise des colloques et forme les élus ou les cadres politiques de demain.

Toujours ancré à Bruxelles, l'IEV vient d'ouvrir une antenne à Quaregnon et propose aux chercheurs, aux étudiants et au grand public une riche documentation sur l'histoire sociale et la vie politique de notre pays. Ses collections contiennent des pièces uniques de grande valeur historique et patrimoniale. Quant à ses dossiers, ils sont constamment mis à jour, la dimension prospective étant au cœur du travail de ses chercheurs. L'IEV s'inscrit ainsi dans un temps long : du passé dont il assure la transmission, vers le futur qu'il prépare en anticipant les changements à venir.

En ce 75ème anniversaire, j'ai une pensée reconnaissante pour les centaines de chercheuses et chercheurs qui ont construit et fait grandir cette belle institution, qui n'a pas fini de faire bouillonner le débat d'idées et avancer notre société. À cette occasion, c'est avec plaisir et une certaine fierté que l'IEV revient dans les pages qui suivent sur quelques combats qui ont marqué son histoire, en les illustrant d'archives inédites. Ce document-souvenir est évidemment dédié à ses collaboratrices et collaborateurs.

Paul Magnette
Président du PS

Les archives socialistes

de Mons-Borinage

Le métier d'archiviste apporte son lot de bonnes et de moins bonnes surprises. Dans le registre des pertes douloureuses, nous avons dû constater qu'une partie des documents de la très riche Fédération socialiste de Mons-Borinage avait disparu. L'historien Jean Puissant les avait pourtant encore consultés pour sa thèse en 1974 et soulignait que ceux-ci étaient « fort importan[ts] pour la période de l'entre-deux-guerres ». Il s'émouvait déjà de la perte des archives d'avant 1914. Ses recherches constituent donc une des dernières traces des activités du Parti Ouvrier Belge dans le Borinage.

Au rang des excellentes nouvelles, la gestion des archives plus récentes – c'est-à-dire de 1944 aux années 2000 – a, quant à elle, été des plus soignée. En plus d'un classement rigoureux et systématique, le Fédération avait pris la très bonne résolution de les conditionner dans des boîtes, ce qui a permis de les préserver de la poussière. L'état de ces pièces d'histoire est donc à peu de chose près exceptionnel.

En 2018, l'équipe du service Bibliothèque et Archives de l'Institut Émile Vandervelde (IEV) est contactée par la Fédération pour rendre un avis sur le sort de ses archives en vue d'un prochain déménagement. Cette attitude positive et constructive a sans doute permis d'éviter l'écueil d'une nouvelle destruction. Après un premier état des lieux, la Fédération décide de confier son patrimoine aux bons soins de l'IEV. En mai de la même année, un premier versement de 16 mètres linéaires (ml) arrive donc à l'Institut. En février 2020, celui-ci est complété de 19 ml supplémentaires. Pour 2023, un dernier accroissement de 26 ml est encore à prévoir. Ce fonds constitue donc le plus important apport – en qualité et en quantité – pour saisir l'évolution du Parti Socialiste Belge et du Parti Socialiste dans ses moindres facettes depuis la dernière guerre mondiale.

De manière certaine, l'inventaire des archives de ce fonds nécessitera encore quelques années de travail. Ce véritable défi se révèle d'une importance cruciale pour le futur puisque les chercheurs auront enfin accès un corpus très cohérent pour mener à bien leurs études. Par ailleurs, il s'agit aussi d'un devoir de mémoire pour une région largement influencée par la pensée socialiste.

Cette brochure témoigne du travail déjà effectué sur ces archives. Parmi les belles découvertes, les affiches électorales sont particulièrement intéressantes. En effet, cette nouvelle collection complète à merveille le fonds iconographique de l'IEV qui est déjà composé d'environ 2.500 affiches. C'est pour cette raison qu'est ici faite la part belle à ces documents, tantôt riches d'une iconographie recherchée, tantôt composés de slogans forts. La présente sélection répond à un double enjeu : d'une part, présenter des affiches peu connues, voire inédites, et, d'autre part, aborder des thèmes qui font particulièrement écho à l'actualité.

Enfin, il est important de rappeler que l'avenir du patrimoine socialiste est l'affaire de tous. En prendre soin, c'est aussi se rendre compte des difficultés concernant sa gestion. Puisse la sage décision de nos amis de la Fédération de Mons-Borinage servir d'exemple pour les autres fédérations, sections locales et particuliers.

Voici un exemple d'une affiche textuelle avec un slogan détonnant qui mérite d'être contextualisé. Au cours de la campagne électorale de 1950, la Question royale bat son plein. Le P.S.B. profite de l'occasion pour séduire un nouvel électorat, les chrétiens-démocrates, qui vote généralement pour le P.S.C. Or ce dernier prône le retour du roi Léopold III sur le trône. À cause de ces positions polémiques, certains passeront à l'ennemi. Un article du *Peuple* remercie d'ailleurs ces nouveaux électeurs pour leur choix et leur déclare – pour les rassurer – que les socialistes comptent « fermement faire de plus en plus une très nette différence entre la foi catholique et l'appartenance cléricale » (8 juin 1950). © IEV, Fonds FMB.

Élections législatives d'après-guerre

L'enjeu des charbonnages

L'industrie minière a longtemps été un des fleurons de l'économie belge. Mal en point dans les années 1930, certains de ses représentants se regroupent dans une Fédération des Associations Charbonnières de Belgique (FEDECHAR) pour défendre ses intérêts.

À l'issue de la guerre, la situation de l'industrie houillère est dramatique. Le système de production est perturbé, des dizaines de milliers de mineurs ont quitté le secteur, les installations sont vétustes et il n'y a pas de marché disponible pour des investissements. La reconstruction industrielle et le recrutement des mineurs de fond s'imposent pour assurer l'avenir.

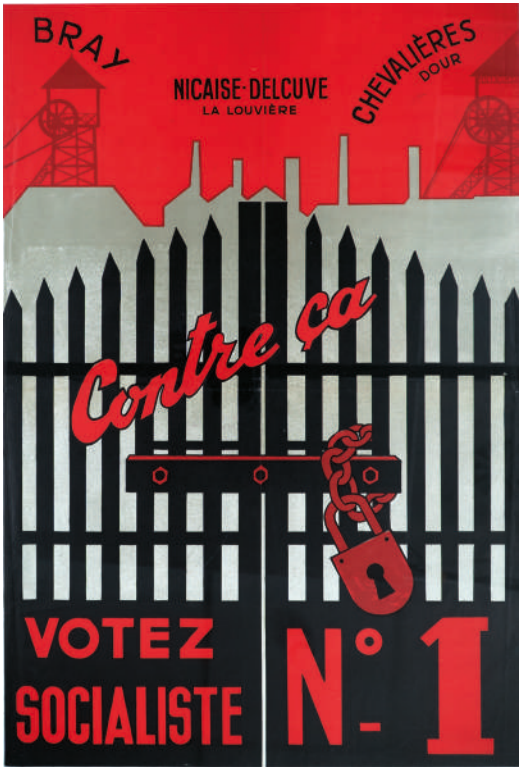
Affiche électorale de 1946. S'y voit une des revendications majeures du P.S.B : la nationalisation des industries. © IEV, Fonds FMB.

Le Premier ministre socialiste Achille Van Acker (1898-1975) va alors faire du charbon son principal combat dès 1945. Pour inciter des Belges à retourner dans les galeries, des mesures sociales sont adoptées mais celles-ci ne séduisent pas.

En 1946, le gouvernement accorde une augmentation du prix du charbon demandée par FEDECHAR pour éviter des faillites. Un an plus tard, celle-ci revient demander un soutien financier et brandit la menace de fermeture. Malgré les aides gouvernementales, le secteur connaît une nouvelle crise début 1949.

En outre, Van Acker est dans l'incapacité de poursuivre sa politique. Il est en effet bloqué par le départ des catholiques du gouvernement qui fait suite à la Question royale. En 1950, le retour de Léopold III provoque également des arrêts de travail dans les mines.

En mai 1950, le dernier espoir du secteur est l'adhésion de la Belgique à la Communauté économique du charbon et de l'acier (CECA) mais celle-ci le met davantage à mal. Pour sauver les charbonnages, le P.S.B. revendique alors l'organisation des houillères en service public par voie de nationalisation. Cette proposition n'empêchera pas leur fermeture au cours des décennies suivantes.



Affiche électorale de 1950. Celle-ci cible la fermeture des charbonnages de Bray, de Nicaise-Delcuve à La Louvière et Chevalières à Dour. © IEV, Fonds FMB.

Conflit entre chrétiens et socialistes

sur la durée du service militaire

Au lendemain de la Révolution belge, l'État – fraîchement indépendant – met en place la conscription pour recruter davantage dans l'armée. Dès son institution, le service militaire est limité dans le temps et varie en fonction de l'arme* où le milicien sert. Ainsi, en 1909, le fantassin sert 15 mois, l'artilleur 21 mois et le cavalier 24 mois. Cette durée est ajustée dans l'entre-deux-guerre : 10 mois pour le fantassin et 13 mois pour le cavalier. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, tous les miliciens effectuent leur service en 12 mois suite à l'uniformisation de la durée du temps de service de 1937.

Les années qui suivent la Seconde Guerre mondiale sont marquées par un contexte de tensions grandissantes entre l'Est et l'Ouest. Pour répondre aux obligations de la Belgique envers le Pacte de Bruxelles (1948) et de l'OTAN (1949), le gouvernement dominé par le P.S.C. augmente par deux fois la durée du service militaire en 1951. D'abord augmenté à 18 mois, il est ensuite passé à 21 mois. L'année suivante, il est complété de trois mois supplémentaires.

L'opposition des socialistes est vive. Pour eux, il aurait fallu maintenir les 18 mois de service et trouver une autre solution pour satisfaire les attentes des deux pactes. Comme alternative, le P.S.B. imagine une solution féministe en proposant l'ouverture de l'armée aux femmes, ce qui aurait maintenu les 18 mois de service. Toutefois, certains au sein du Parti défendent un point de vue clairement antimilitariste et rejettent toutes les mesures renforçant l'armée, dont le réarmement.

En 1952, l'opposition arrive au pouvoir et baisse la durée du service militaire à 21 mois. S'amorce une réduction progressive jusqu'en 1959 où il est réduit définitivement à 12 mois. Il faudra cependant attendre 1995 pour voir sa suspension.

* Désigne les grandes catégories de militaires au sein de l'armée de terre (infanterie, cavalerie, etc.).

L'un des arguments de la majorité était de fournir à la défense du territoire belge une augmentation des effectifs grâce à l'augmentation de la durée du service militaire. 1954 © IEV, Fonds FMB.

En 1978, le gouvernement auquel participe le P.S.B. défend la réduction du temps de service militaire à dix mois et ensuite à six mois, ce qui devient un argument de campagne socialiste. © IEV, Fonds FMB.

L'enseignement
un terrain de mésentente politique

La question de l'enseignement a toujours été au cœur des plus vives luttes entre les partis laïques et le parti catholique. De ces relations conflictuelles naît la première guerre scolaire à la fin du 19ème siècle qui prend fin à l'aube du nouveau siècle.

Aux lendemains de la Première Guerre mondiale, le gouvernement d'union nationale adopte le "*Statu quo ante*" qui dépolitise l'enseignement. Après la Seconde Guerre mondiale, cette politique est difficilement maintenue à cause de l'intensification des dissensions. En particulier, l'anticléricalisme du P.S.B. semble être la source de bien des maux. Lorsque les socialistes arrivent au pouvoir en 1945, leur politique envers l'enseignement confessionnel met le feu aux poudres. Même la coalition P.S.B.-P.S.C., à partir de 1947, n'inverse pas la tendance.

Dès 1948, les tensions se multiplient après l'introduction du cours de morale dans l'enseignement moyen. Deux ans plus tard, le P.S.C. au pouvoir mène une politique à l'opposé du gouvernement précédent en augmentant les subventions pour l'enseignement libre. Cela n'est pas au goût du P.S.B. qui se trouve dans l'opposition. En effet, ce dernier y voit une volonté d'affaiblir le contrôle de l'État sur l'enseignement. Ainsi, éclate la seconde guerre scolaire.

En 1954, le P.S.B. se hisse au pouvoir aux côtés des libéraux. Il mène alors une politique défavorable à l'enseignement libre qui se traduit entre autres par des réductions de subventions. Il n'en fallait pas plus pour que les chrétiens se dressent contre une apparente laïcisation de l'enseignement belge qui engendrera grèves et manifestations jusqu'à l'année suivante.

Trois ans plus tard, l'arrivée au pouvoir du P.S.C. coïncide avec la volonté des présidents de parti de mettre fin au conflit. En résulte la signature du Pacte scolaire l'année suivante. Celui-ci est accompagné d'une Commission qui œuvre toujours au maintien de cette paix.

Cette affiche pour les élections provinciales de 1949 met en avant les résultats de la politique du P.S.B. en matière d'enseignement. Celui-ci a œuvré à l'extension et la diversification de l'offre de l'enseignement officiel dans le but de concurrencer l'offre de l'enseignement libre confessionnel. © IEV, fonds FMB.

Jugez l'arbre à ses fruits **N° 1**

VOTEZ SOCIALISTE

ELECTIONS PROVINCIALES DU 24 JUIN 1949

Le choc pétrolier de 1973

un épisode marquant des crises énergétiques

Après la Seconde Guerre mondiale, les pays industrialisés ont fondé leur développement sur l'utilisation du pétrole – bon marché et abondant – comme principale source d'énergie en remplacement du charbon. Grâce à ce changement, la période est marquée par une formidable progression économique.

En octobre 1973, le choc pétrolier sonne la fin des Trente Glorieuses. Cette année-là, les pays arabes, membres de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP), et les Occidentaux entrent en conflit dû à des bouleversements géopolitiques en lien avec la guerre du Kippour. L'OPEP décide alors d'augmenter le prix du pétrole en faisant passer le prix du baril de 3 à 11,65 dollars, soit une augmentation de 70 %, dès le 1er janvier 1974. Elle prévoit également de baisser de 5 % sa production, puis de la réduire de 5 % supplémentaires chaque mois, jusqu'à ce que l'OPEP obtienne gain de cause.

Bien que ces mesures aient participé à un ralentissement des rythmes de croissance de l'industrie manufacturière et une certaine augmentation du chômage, leur impact a souvent été exagéré sur la situation socio-économique de l'époque. Cependant, face à cette situation inédite, la réponse politique est immédiate : d'abord, des actes symboliques en faveur d'un changement des habitudes de consommation énergétique (instauration du premier dimanche sans voitures, par exemple) et, ensuite, la diversification des sources d'approvisionnement. Pour ce second axe, les pays impactés vont donc miser sur d'autres énergies fossiles, mais également sur le lancement de nouvelles centrales nucléaires et sur les énergies renouvelables.

En conséquence, l'Union européenne a réduit sensiblement sa dépendance au pétrole en passant de 60 % de son approvisionnement énergétique en 1973 à 34,5 % en 2020 (Eurostat). Le premier choc pétrolier a donc permis une prise de conscience du problème des énergies sans toutefois changer fondamentalement la production et la consommation des autres énergies primaires.

Affiche électorale de 1974 avec le slogan « Qui tient l'énergie, tient votre vie ».
On y voit une présentation de la diversification énergétique : pétrole, nucléaire et gaz. © IEV, Fonds FMB.

Loi unique,
grèves multiples

L'indépendance du Congo en 1960 et la stagnation de l'économie belge obligent le gouvernement P.S.C. et P.L. à adopter la Loi unique qui consiste en une série de mesures d'austérité pour prévenir une possible crise économique. Sur la table, se trouvent, par exemple, des coupes budgétaires visant la sécurité sociale et les services publics. Dès son annonce, l'opposition, composée du P.S.B. et du P.C.B., marque son désaccord. Les classes laborieuses dans lesquelles règne un sentiment d'insécurité économique, depuis la crise charbonnière quelques années plus tôt, entament des grèves spontanées en décembre 1960. Durant ce même mois, la branche wallonne de la F.G.T.B. prend les commandes du mouvement de grève qui s'étendra durant tout l'hiver.

Cette affiche a été produite pour les élections législatives de 1961. Il s'agit d'un rappel sur la chute du gouvernement suite aux contestations contre la Loi unique dont certains points ont cependant été mis en place. Ce contexte permet de ramener le P.S.B. dans la majorité. © IEV, Fonds FMB.

Bibliographie

Céline ANTONIN, « Après le choc pétrolier d'octobre 1973, l'économie mondiale à l'épreuve du pétrole cher », *Revue internationale et stratégique*, n° 91-3, 2013, pp. 139-149.

Khader BICHARA et al. (dir.), *Belges et Arabes : voisins distants, partenaires nécessaires*, Louvain, Presses universitaires de Louvain, 2005.

Marinette BRUWIER et al., *Mons-Borinage*, Bruxelles, P.A.C., 1985. (coll. Mémoire ouvrière n° 8).

Maurice CHAUMONT, « Grèves, syndicalisme et attitudes ouvrières. Les grèves belges de décembre 1960-janvier 1961 », *Sociologie du travail*, n° 4-2, 1962, pp. 142-158.

Guy COPPIETERS, *De Belgische Kolenslag 1944-1955. Het mirakel dat er geen was*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 2021. (Coll. Studies in Belgian history n° 10)

Patrick CRIQUI et Nina KOUSNETZOFF, *Énergie 1995*. Après les chocs, Paris, Economica, 1987.

François JARRIGE et al., *Face à la puissance. Une histoire des énergies alternatives à l'âge industrielle*, Paris, La Découverte, 2020.

Xavier MABILLE, *La Belgique depuis la Seconde guerre mondiale*, Bruxelles, CRISP, 2003.

Philippe MANIGART, « L'évolution de la structure démographique des forces armées belges depuis 1900 », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 1012, n° 27, 1983, pp. 1-31.

Jacques MESSIAEN et Luc PEREIN (dir.), *Un siècle de solidarité socialiste. Histoire du syndicat socialiste*, Gand et Bruxelles, FGTB, Ludion, Labor, IEV et AMSAB, 1998.

Anne MORELLI et al., *Les religions et la violence*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1998. (Coll. La Pensée et les Hommes n° 37)

Jean NEUVILLE et Jacques YERNA, *Le choc de l'hiver 60-61 : les grèves contre la loi unique*, Bruxelles, Politique et Histoire, 1990.

Véronique Pouillard, *La publicité en Belgique 1850-1975. Des courtiers aux agences internationales*, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 2005. (Coll. 3ème série des Mémoires in 8° de la Classe des Lettres t. 36)

Jean PUISSANT, *L'évolution du mouvement ouvrier socialiste dans le Borinage*, Bruxelles, Palais des Académies, 1982. (Coll. Mémoires vol. 65)

Thomas SMETS, *L'instauration des 24 mois de service militaire sous le gouvernement Pholien (16 août 1950 – 9 janvier 1952)*, Bruxelles, Centre d'Archives et de Documentation du CPCP, 2015. (coll. Les études du CAD). [En ligne]. <https://www.cpcp.be/wp-content/uploads/2019/06/etude-cad-service-militaire.pdf> (consulté le 10 novembre 2022)

Jeffrey TYSSENS, *Guerre et paix scolaires*, 1950-1958, Bruxelles, De Boeck Université, 1997. (Coll. Politique et histoire n° 23).

Mentions légales

L'éditeur a effectué toutes les recherches nécessaires pour retrouver les ayants droit des documents. Il reste néanmoins des éventuels propriétaires des documents qu'il n'a pu identifier.

Institut Émile Vandervelde
Boulevard de l'Empereur, n° 13
1000 Bruxelles

Éditeur responsable : Amaury Caprasse

© janvier 2023

Textes : Joffrey Liénart (dir.), Brieuc Strauwen et Samuel Van Crombrugge

Toute reprise ou reproduction, même partielle, est strictement interdite.

Abréviations

FMB : Fédération Mons-Borinage
IEV : Institut Émile Vandervelde
P.S.B. : Parti Socialiste Belge
P.S.C. : Parti social-chrétien
P.L. : Parti libéral
P.C.B. : Parti communiste de Belgique

Avec le soutien de FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Couverture : Affiche électorale du P.S.B. de 1952 traitée en bichromie. On y voit un homme construire un mur symbolisant les fondations d'un nouveau Borinage. © IEV, Fonds FMB.

Dos : Détail d'une affiche électorale annonçant un meeting du Premier ministre Paul-Henri Spaak (1899-1972), programmé le dimanche 5 juin 1949 à Frameries, et d'autres activités. © IEV, Fonds FMB.

FSC www.fsc.org
La marque de gestion forestière responsable

SUIVEZ-NOUS, INFORMEZ-VOUS, REJOIGNEZ-NOUS

IEV

www.iev.be
bibliothequeiev
iev@iev.be

PS

www.ps.be
psofficiel
psbelgique
info@ps.be